

de l'Est. Je veux simplement donner une couple de faits tirés des conclusions de ces articles. Bien que nous ayons livré cette année six millions de boisseaux de plus, la valeur de notre production a diminué de plus de 113 millions de piastres. Un autre fait: Dans un trimestre de 1930, nous avons exporté 40 millions de boisseaux de blé et de farine de plus que nous ne l'avions fait durant le même trimestre de 1929, mais nous n'en avons retiré que 7 millions de piastres de plus. Et encore: Le pouvoir d'achat du cultivateur de l'Ouest a été réduit de plus de moitié. Voici qui intéresse aussi bien l'Est que l'Ouest: Le Canada a perdu 51 millions de piastres en n'exportant qu'environ 25 p. 100 de son excédent de production de blé, comparativement aux valeurs de l'an dernier. (Voir le *Manitoba Free Press* du 6 décembre 1930.)

Quelles solutions a-t-on offertes? M. E. W. Beatty propose la création d'une corporation de crédit agricole. C'est le même M. Beatty qui nous a demandé d'augmenter l'étendue de nos terres en culture et de faire venir un plus grand nombre d'immigrants. Je désire poser quelques questions, attendu que je n'ai pas le temps de discuter le sujet dans ses détails. S'il est nécessaire d'avoir une corporation de crédit de cinq millions, qu'est-ce que c'est qui ne va pas dans notre système bancaire actuel? Voilà qui me paraît être la plus grave accusation qu'on ait encore portée contre notre système bancaire. On a même entendu le ministre de l'Agriculture (M. Weir) déclarer à Montréal, le 16 février:

Des fermiers possédant des valeurs absolument sûres ne peuvent obtenir de crédit de nos institutions financières, même pour acheter des bestiaux qu'ils pourraient engraisser pour utiliser leurs céréales secondaires.

Les choses étant ainsi, il est facile de comprendre la nécessité de quelque autre institution. C'est une très grave condamnation de notre présent monopole d'opérations de banque.

Je le demande de nouveau: pourquoi faut-il que cette institution appartienne à des particuliers? Dans quelle mesure cinq millions de dollars nous remettraient-ils vraiment à flot dans l'Ouest? Où sont les débouchés pour tout le beurre et les œufs et les céréales secondaires que nous produisons? Dernièrement, dans diverses parties de l'Ouest, les œufs frais de première qualité se sont vendus 10 c. la douzaine. Mon honorable ami de Bow-River (M. Garland) dit qu'ils se sont vendus 8 c. Je parle des environs des grands centres; mon honorable ami demeure plus loin dans l'Ouest. En outre, nous avons beau nous

[M. Woodsworth.]

vanter de nos belles terres cultivables, presque la moitié de la superficie des terres à blé de l'Ouest—le *Free Press* de Winnipeg l'estime à 11 millions d'acres sur 24 millions—est tout à fait impropre à la culture mixte.

Qu'allons-nous faire de ces acres de terre? Le ministre de l'Agriculture (M. Weir) et aussi M. John I. McFarland, administrateur général de la coopérative de vente du blé, préconisent une diminution de la superficie mise en culture, mais je prie ces messieurs de préciser cette diminution. Ne devons-nous produire que dans la mesure de nos besoins? Qu'en résulterait-il? En 25 ans, depuis 1905, la superficie des terres à blé mises en culture a augmenté de moins de 5 millions d'acres à plus de 24 millions. Que ferons-nous de cet excédent de terres? Permettez-moi de citer un extrait de la série d'articles, publiée par le *Manitoba Free Press* de Winnipeg:

...cinq millions cinq cent mille acres suffiraient à la production de tout le blé que la population actuelle du Canada peut consommer pour son pain, pour l'alimentation des bestiaux, comme grain de semence et comme réserve raisonnable. A juger par la superficie en culture en 1930, 23-960,000 d'acres, il resterait plus de 18 millions d'acres de terre à affecter à d'autres usages.

Que devons-nous faire? Certains cultivateurs ont préconisé la fixation des prix du blé, la majoration des prix et ainsi de suite, et nous discuterons probablement ces questions au cours de la session. De prime abord, selon moi, si d'autres industries doivent bénéficier de subventions et d'une aide quelconque, il n'y a pas de raison pour que l'agriculture n'en bénéficie pas aussi, mais je n'y vois pas une solution économique ou permanente.

En outre, on nous prêche la nécessité de nouveaux débouchés. Où allons-nous les trouver? Cela cadre avec une certaine déclaration du premier ministre, mais je ne crois pas que les chiffres coïncident tout à fait. La consommation de blé importé faite par le Royaume-Uni ne s'élève qu'à environ 190 millions de boisseaux, tandis que l'excédent du Canada est 250 millions de boisseaux, et celui de l'Australie 100 millions, soit 350 millions de boisseaux en tout. Où écoulons-nous cet excédent, sinon en dehors de l'empire? On nous conseille de réduire les frais de production. Une organisation soignée pourrait peut-être mettre en œuvre plus de machines, mais cela augmenterait peut-être la production du blé. Le moyen le plus simple, c'est de diminuer le coût de la production et j'y reviendrai. Mais dès que nous faisons cette proposition, nous nous heurtons au fait que le Gouvernement est résolu à accroître les frais de production en relevant le tarif douanier.